

**M. Cafik:** Voici ma dernière question. Il y a eu, paraît-il, environ 50 petites guerres depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Aucune, à ma connaissance n'a eu lieu en Europe. Aucune ne s'est étendue au plan international. Cependant, bon nombre de gens croient que c'est en Europe que les superpuissances ont les plus gros enjeux. Ceux qu'elles ont en Afrique ne sont pas aussi gros, et ceux d'Asie sont moins directs. Par conséquent, il est bien possible que les superpuissances ne se fassent pas la guerre pour gagner un enjeu qui ne les intéresse ni directement, ni immédiatement, ni globalement. Elles ne déchaîneront pas une guerre nucléaire pour un tel enjeu. Cependant, le danger d'une telle guerre en Europe est très grand. En fait, il y en a qui soutiennent que c'est le seul endroit où puisse naître une telle guerre.

**Le professeur Brecher:** Croire que la plus grande menace de guerre, au cours des 20 dernières années, venait de l'Europe, est tout à fait suranné. Je vous ferai remarquer que nous avons été témoins, dans les deux dernières années, de ce genre de conflit perpétuel, au Moyen-Orient, au sujet duquel on a souvent parlé d'une escalade jusqu'à la confrontation globale. Heureusement, cela n'a pas eu lieu parce que les superpuissances ont été assez sages pour réaliser que personne n'y gagnerait; la rançon en serait si fantastique qu'il vaut mieux ne pas y penser.

**M. Cafik:** C'est mon avis. D'accord.

**Le professeur Brecher:** Rien de ce qui s'est passé, dans les 10 dernières années du moins, ne permet de déduire que l'Europe pourrait être le théâtre d'événements menant à un conflit nucléaire. Au contraire, j'y vois un remarquable processus de stabilisation. Si vous dites que c'est grâce à l'OTAN, je vous dirai que c'est aussi grâce au Pacte de Varsovie; mais indépendamment de ce fait, on ne peut pas dire que le Canada, au sein de l'OTAN, joue un rôle primordial dans le processus de stabilisation de l'Europe. Vous pouvez vous demander ce qui arriverait si les 14 membres de l'Alliance se disaient la même chose. Eh bien, même si tous les membres quittaient l'OTAN, ce qui est très improbable, les Russes savent, j'en suis convaincu—et il y a des preuves pour appuyer mes dires—qu'en dernière analyse, avec ou sans existence officielle de l'OTAN, une Europe occidentale conçue en fonction des intérêts essentiels des États-Unis n'est plus une proie facile, ni une

chasse permise, même si on peut y pénétrer. Se préoccuper ainsi de l'Europe, c'est revenir au temps où elle était le centre de l'univers lors des conflits entre nations. Ce n'est plus le cas depuis 1945. Le monde a bien vu, avec la guerre de Suez, que le Royaume-Uni, dont la plus grande partie de l'empire était intacte après la deuxième guerre mondiale, n'était plus qu'une puissance de second ordre. Il nous faudra peut-être encore 20 ans pour réaliser que l'Europe, malgré son importance, n'est plus l'endroit qui recèle des raisons profondes de conflit. Là où les sources de conflit existent, c'est dans les pays nouvellement indépendants qui sont donc, par nature, instables et très exigeants, et qui n'ont pas encore établi les assises primaires de la stabilité qui leur permettrait de jouer, à longue échéance, un rôle dans la communauté internationale. C'est là que les petites guerres commencent; c'est là qu'il peut y avoir escalade sans que les conséquences ne soient prévues.

**M. Cafik:** Nous conseillez-vous de prendre part à ces petites guerres?

• 1730

**Le professeur Brecher:** Non. Le rôle du Canada devrait être de hâter la transition de ces pays de l'état de colonies à celui de sociétés stables. Seul, il n'y parviendrait pas, car c'est déjà une tâche trop lourde même pour les États-Unis. Mais la question ne se pose pas ainsi: elle ne se pose pas en termes absolus et il n'est pas question d'une confrontation entre le Canada et le reste du monde. Il s'agit plutôt de se demander si le Canada a d'autres rôles légitimes, possibles et viables à jouer dans la politique mondiale. Je dis que oui. Les dépenses seraient moindres, le budget de la défense pourrait être comprimé et l'image du Canada prendrait un peu plus d'éclat. Notre pays pourrait se préparer à faire face aux défis qu'on ne peut aujourd'hui qu'entrevoir et qui, à mon avis, domineront la politique internationale de la prochaine ou des deux prochaines décennies.

**M. Cafik:** Un dernier commentaire. Je pense qu'on peut douter fortement que les dépenses seraient moindres.

**Le président:** Monsieur Allmand.

**M. Allmand:** Professeur Brecher, votre principale suggestion est de changer l'accent